



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 15 octobre 2015
(OR. fr, en)

12471/15

CRS/CRP 35

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Objet:	2557e réunion du COMITÉ DES REPRÉSENTANTS PERMANENTS tenue à Bruxelles le 30 septembre et le 1er octobre 2015
--------	--

SOMMAIRE

Page

1.	Adoption de l'ordre du jour et des points I	10
----	---	----

Coreper 1^e partie

I

2. Réponses aux questions écrites posées au Conseil par des membres du Parlement européen
 - a) E-006834/2015 - Jean-François Jalkh (NI)
L'Ukraine face à la guerre
 - b) E-007752/2015 - José Blanco López (S&D)
Adhésion de l'Islande à l'UE
 - c) E-009008/2015 - Fulvio Martusciello (PPE)
La politique de sécurité et de défense commune
 - d) E-009973/2015 - Anja Hazekamp (GUE/NGL)
Criminalité organisée internationale et pêche illicite
 - e) E-010136/2015 - José Blanco López (S&D)
Réduction de la dimension des bagages de cabine des passagers aériens
 - f) E-010260/2015 - Mara Bizzotto (ENF)
Politiques européennes de lutte contre les combattants étrangers
3. Conseil de direction du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP)
Nomination de Mme Nadine NERGUISIAN (FR), membre dans la catégorie des représentants des gouvernements
5. Règlement délégué (UE) .../... de la Commission du 28.7.2015 complétant le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, en ce qui concerne les critères permettant d'établir le niveau des corrections financières et d'appliquer des corrections financières forfaitaires, et modifiant le règlement (CE) n° 665/2008 de la Commission
6. Règlement (UE) .../... de la Commission du XXX modifiant le règlement (CE) n° 1983/2003 de la Commission portant mise en application du règlement (CE) n° 1177/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) en ce qui concerne la liste des variables primaires cibles
7. Directive (UE) .../... de la Commission du XXX modifiant l'annexe II de la directive 2000/59/CE du Parlement européen et du Conseil sur les installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison

8. Règlement (UE) .../... de la Commission du XXX modifiant le règlement (UE) n° 965/2012 en ce qui concerne les exigences applicables aux enregistreurs de vol, aux dispositifs de repérage dans l'eau et aux systèmes de suivi des aéronefs
9. Règlement (UE) .../... de la Commission du XXX modifiant le règlement (UE) n° 748/2012 en ce qui concerne la mise en œuvre d'exigences essentielles en matière de protection de l'environnement
10. Règlement (UE) .../... de la Commission du XXX modifiant le règlement (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences essentielles en matière de protection de l'environnement
11. Projet de décision du Conseil relative à la position à adopter par l'Union européenne au sein de la commission mixte UE-AELE "Transit commun" en ce qui concerne l'adoption d'une décision modifiant la convention du 20 mai 1987 relative à un régime de transit commun
12. Projet de décision du Conseil relative à la position à adopter par l'Union européenne concernant l'adoption d'une décision de la commission mixte UE-AELE "Simplification des formalités dans les échanges de marchandises" et d'une décision de la commission mixte UE-AELE "Transit commun" concernant les invitations, adressées à la République de Serbie, à adhérer à la convention sur la simplification des formalités dans les échanges de marchandises et à la convention relative à un régime de transit commun
13. Projet de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République du Cap-Vert
14. Projet de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République de Madagascar
15. Projet de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat de pêche entre la Communauté européenne et la République de Guinée-Bissau
16. Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures relatives à l'internet ouvert et modifiant la directive 2002/22/CE sur le service universel et les droits de l'utilisateur concernant les réseaux de communication et les services et le règlement (UE) n° 531/2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union (première lecture) (AL + D)
 - Adoption
 - a) de la position du Conseil en première lecture
 - b) de l'exposé des motifs du Conseil

II

17. Fixation de l'ordre du jour provisoire de la session du Conseil "Agriculture et pêche" des 22 et 23 octobre 2015
(Pour les points relevant de la compétence du Comité des représentants permanents) 13
18. Préparation de la session du Conseil (Transports, télécommunications et énergie) du 8 octobre 2015
- Quatrième paquet ferroviaire (volet marché) (première lecture) (*délibération législative*)
 - a) Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire
 - b) Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer

..... 13

I

19. Projets de procès-verbaux du Conseil
 - a) 3396^e session du Conseil de l'Union européenne (Justice et Affaires intérieures), tenue à Luxembourg les 15 et 16 juin 2015
 - b) 3400^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires étrangères), tenue à Luxembourg le 22 juin 2015
 - c) 3401^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires générales), tenue à Luxembourg le 23 juin 2015
 - d) 3403^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires économiques et financières), tenue à Bruxelles le 14 juillet 2015
 - e) 3404^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires étrangères), tenue à Bruxelles le 20 juillet 2015
20. Résolutions, décisions et avis adoptés par le Parlement Européen lors de ses périodes de session à Strasbourg du 7 au 10 septembre 2015 et à Bruxelles le 16 septembre 2015
21. Projet de décision du Conseil portant nomination d'un suppléant italien du Comité des régions
22. Projet de décision du Conseil portant nomination de cinq membres espagnols et de cinq suppléants espagnols du Comité des régions
23. Projet de décision du Conseil portant nomination des membres du Comité économique et social européen pour la période allant du 21 septembre 2015 au 20 septembre 2020
24. Transparence et accès aux documents
 - a) Demande confirmative n° 17/c/01/15
 - b) Demande confirmative n° 18/c/01/15
 - c) Demande confirmative n° 19/c/02/15
 - d) Demande confirmative n° 20/c/03/15
25. Plainte 916/2015/OV
= Inspection de documents du Conseil par le médiateur dans le cadre de son enquête
26. Plainte 1011/2015/TN
= Inspection de documents du Conseil par le médiateur dans le cadre de son enquête
27. Présentation, par le Luxembourg, du projet de dessin national pour la pièce commémorative commune libellée en euros
28. Présentation, par l'Estonie, du projet de dessin national pour la pièce commémorative commune libellée en euros
29. Présentation d'un nouveau projet de dessin pour une pièce commémorative estonienne libellée en euros
30. Présentation, par Malte, du projet de dessin national pour la pièce commémorative commune libellée en euros

31. – Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (demande de l'Allemagne - EGF/2015/002 DE/Adam Opel)
– Proposition de virement de crédits n° DEC 21/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015
32. – Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (demande de la Belgique - EGF/2015/003 BE/Ford Genk)
– Proposition de virement de crédits n° DEC 22/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015
33. – Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (demande de l'Italie - EGF/2015/004 IT/Alitalia)
– Proposition de virement de crédits n° DEC 25/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015
34. Mise en œuvre des dispositions de l'acquis de Schengen concernant la protection des données et mise en œuvre provisoire de certaines parties des dispositions de l'acquis de Schengen concernant le Système d'information Schengen au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
35. Décision du Conseil relative à la dissolution du fonds de pension Europol
36. Rapport annuel du CEPOL pour l'exercice 2014
37. Projet de conclusions du Conseil sur la mise en œuvre des dispositions générales relatives à la protection des données énoncées au chapitre 6 de la décision 2008/615/JHA du Conseil
= Evaluation de la Lettonie eu égard à l'échange automatisé de données relatives à l'immatriculation des véhicules
38. Projet de décision du Conseil autorisant respectivement le Royaume de Belgique et la République de Pologne à ratifier la convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI), et la République d'Autriche à y adhérer
39. Rapport d'activité de l'organe de contrôle commun d'Eurojust pour 2014
40. Proposition de règlements abrogeant certains actes dans le domaine de la JAI (première lecture)

41. Relations avec l'Arménie

- = Projet de décision du Conseil autorisant la Commission européenne et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité à ouvrir des négociations et à négocier, au nom de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, les dispositions d'un accord-cadre entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, qui relèvent des compétences de l'Union et de la Communauté européenne de l'énergie atomique
- = Projet de décision des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, autorisant la Commission européenne à ouvrir des négociations, au nom des États membres, sur les dispositions d'un accord-cadre entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, qui relèvent des compétences des États membres
- = Directives de négociation d'un accord-cadre entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part

42. Projet de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de libre échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part

43. OMC: dixième conférence ministérielle à Nairobi, Kenya (du 15 au 18 décembre 2015)

- = Décision de tenir une session spéciale du Conseil en marge de la conférence

44. Décision du Comité Politique et de Sécurité concernant le passage de l'EUNAVFOR MED à la deuxième phase de l'opération, tel que prévu à l'article 2, paragraphe 2, point b) i), de la décision (PESC) 2015/778 relative à une opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED) (EUNAVFOR MED/2/2015)

- 45.
- Décision du Conseil modifiant la décision 2014/119/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes au regard de la situation en Ukraine
 - Règlement d'exécution du Conseil mettant en œuvre le règlement (UE) n° 208/2014 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes eu égard à la situation en Ukraine

II

46.	Conférence de haut niveau sur la route de la Méditerranée orientale et des Balkans occidentaux	14
47.	Préparation de la session du Conseil (Affaires économiques et financières) du 6 octobre 2015	
a)	Échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal	
–	Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal	14
b)	Union des marchés des capitaux	14
c)	Semestre européen 2015 - Enseignements tirés	14
d)	Pacte de stabilité et de croissance	
–	Position commune sur la flexibilité dans le Pacte de stabilité et de croissance	15
e)	Préparations et suivi des réunions internationales	
–	Préparation de la réunion des ministres des finances du G20 du 8 octobre 2015 à Lima	15
–	Déclaration du Président de l'ECOFIN au Comité monétaire et financier international (IMFC) dans le cadre des réunions annuelles du FMI	15
f)	Autres points en rapport avec la session du Conseil	15
48.	Préparation de la session du Conseil (Justice et affaires intérieures) des 8/9 octobre 2015	
a)	Lutte contre le terrorisme	
	<i>À titre exceptionnel, en présence des États associés</i>	
–	Conclusions du Conseil en vue de renforcer l'utilisation des moyens de lutte contre le trafic d'armes à feu	15
–	Suivi des actions en cours	15
–	Sécurité ferroviaire: information sur les développements récents	15
b)	Proposition de directive du Conseil et du Parlement européen relative à l'utilisation des données des dossiers passagers pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière (première lecture)	16
c)	Lutte contre la criminalité internationale organisée et grave	
–	Suivi de la mise en œuvre des priorités de l'Union européenne	16
–	Criminalité transfrontalière liée aux gangs criminels de motards	16
d)	Stratégie de sécurité intérieure renouvelée pour l'UE (2015-2020)	16

e)	Questions concernant le comité mixte	
i)	Politique des visas	
-	Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au code des visas de l'Union (code des visas) (refonte) (première lecture)	
-	Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'un visa d'itinérance et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen ainsi que les règlements (CE) n° 562/2006 et (CE) n° 767/2008 (première lecture)	17
ii)	(évent.) Projet de décision du Conseil relative au cadre d'application de la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen dans la République de Bulgarie et en Roumanie	17
iii)	Le futur de la politique de retour	
-	Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil relative à un plan d'action européen concernant les retours	
-	Recommandation de la Commission établissant un "manuel sur le retour" commun devant être utilisé par les autorités compétentes des États membres lorsqu'elles exécutent des tâches liées aux retours	17
iv)	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données (première lecture)	18
f)	(évent.) Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant une liste commune de l'UE des pays sûrs aux fins de la directive 2013/32/UE du Parlement et du Conseil relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale, et modifiant la directive 2013/32/UE (première lecture)	18
g)	Proposition de règlement portant création du Parquet européen	18
h)	Crise migratoire : aspects de coopération judiciaire et lutte contre la xénophobie	18
i)	Autres points en rapport avec la session du Conseil	19
49.	Droits de participation supplémentaires pour l'UE au sein du HCR	19
50.	Relations avec le Parlement Européen (Octobre I 2015)	19
51.	Programmation annuelle - Lettre d'intention de la Commission	19
52.	Préparation de la session du Conseil (Affaires générales) du 13 octobre 2015	
a)	Préparation du Conseil européen des 15-16 octobre 2015	
=	Projet d'orientations pour les conclusions	20
b)	Autres points en rapport avec la session du Conseil	20
-	Divers	20

- 1. Adoption de l'ordre du jour et des points "I"**
doc. 12399/15 OJ/CRP1 34 + COR 1
12424/1/15 REV 1 OJ/CRP2 34 COMIX 442

L'ordre du jour provisoire est approuvé moyennant le changement suivant :

Le point suivant a été retiré:

(Coreper 1^{re} partie, sous I)

- 4. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/1829/CE en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire sur leur territoire l'utilisation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés**
- **Consultation facultative du Comité des Régions**
12375/1/15 REV 1 AGRI 491 AGRILEG 176 DENLEG 121 MI 584
CONSOM 156 SAN 300 CODEC 1247

Le Comité approuve les points "I" tels que repris au sommaire du présent document et dont les détails se trouvent au(x) document(s) cités sous point 1. ci-dessus.

Une déclaration conjointe a été faite sur le point suivant:

16. Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des mesures relatives à l'internet ouvert et modifiant la directive 2002/22/CE sur le service universel et les droits de l'utilisateur concernant les réseaux de communication et les services et le règlement (UE) n° 531/2012 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de communications mobiles à l'intérieur de l'Union (première lecture) (AL + D)

– **Adoption**

a) **de la position du Conseil en première lecture**

b) **de l'exposé des motifs du Conseil**

12279/15 CODEC 1226 TELECOM 177 COMPET 418 MI 576 CONSOM 152
+ ADD 1

10788/15 TELECOM 161 COMPET 361 MI 481 CONSOM 126 CODEC 1038
+ REV 1 (de)
+ ADD 1
+ ADD 1 COR 1

Déclaration de la République portugaise, de la République de Bulgarie, de la République de Croatie et de la République hellénique

"La République portugaise, la République de Bulgarie, la République de Croatie et la République hellénique se félicitent de l'accord intervenu sur le règlement dans la mesure où il établit des règles harmonisées pour un internet ouvert et la réduction des coûts des services d'itinérance pour les utilisateurs des réseaux de communications mobiles.

Le régime juridique concernant l'itinérance dans les réseaux publics de communications mobiles de l'Union sera établi lorsqu'auront été adoptées des règles détaillées, par l'adoption d'actes d'exécution par la Commission en ce qui concerne la mise en œuvre de politiques d'utilisation raisonnable et la méthodologie d'évaluation de la viabilité de la suppression des frais d'itinérance supplémentaires de détail, de la viabilité de la suppression des tarifs d'itinérance de détail, ainsi que par l'adoption de la nouvelle proposition législative visant à modifier les tarifs de gros applicables aux services d'itinérance réglementés ou à prévoir une autre solution pour résoudre les problèmes relevés au niveau des tarifs de gros. Ces règles détaillées devront protéger les utilisateurs des éventuelles augmentations de prix nationales découlant du fait que les opérateurs ne pourront pas recouvrer les coûts liés à la prestation de services d'itinérance.

Dans ce contexte, la République portugaise, la République de Bulgarie, la République de Croatie et la République hellénique souhaitent souligner combien il importe que les règles qui doivent être définies garantissent à la fois aux opérateurs des réseaux visités et aux opérateurs des réseaux nationaux le recouvrement de tous les coûts liés à la prestation de services de gros et de détail, y compris les coûts directs, ainsi que les coûts conjoints et communs, et un taux raisonnable de retour sur le capital investi.

Par ailleurs, la révision des prix de gros devra tenir compte de l'effet de saisonnalité de la structure des coûts des opérateurs actifs dans les zones touristiques, ainsi que des situations donnant lieu à des différences significatives de trafic liées aux questions de saisonnalité ou découlant notamment de l'existence de différents niveaux de délocalisation des utilisateurs entre les différents États membres, situations qui vont avoir tendance à se multiplier compte tenu de l'augmentation attendue de la demande à la suite de la suppression des frais supplémentaires."

Une déclaration a été faite sur le point suivant par la délégation LT:

41. Relations avec l'Arménie

- = **Projet de décision du Conseil autorisant la Commission européenne et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité à ouvrir des négociations et à négocier, au nom de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, les dispositions d'un accord-cadre entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, qui relèvent des compétences de l'Union et de la Communauté européenne de l'énergie atomique**
- = **Projet de décision des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, autorisant la Commission européenne à ouvrir des négociations, au nom des États membres, sur les dispositions d'un accord-cadre entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, qui relèvent des compétences des États membres**
- = **Directives de négociation d'un accord-cadre entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique ainsi que leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part**
12384/1/15 REV 1 COEST 285 WTO 200 ENER 340
12072/15 COEST 269
12075/15 COEST 270
12260/15 COEST 277 WTO 195 ENER 338 RESTREINT UE

"Lithuania considers the provision of the preamble of the negotiating directives, stating that "The preamble will refer, inter alia, to: (...) the Parties' need to take into account their existing international obligations" to be relevant in the process of negotiations between the Parties, but not to be understood as having effect on the application of any provision of the future Framework Agreement."

Coreper 1^e partie

II

17. Fixation de l'ordre du jour provisoire de la session du Conseil "Agriculture et pêche" des 22 et 23 octobre 2015

(Pour les points relevant de la compétence du Comité des représentants permanents)

The Committee took note of the Presidency's intention to hold the Council meeting on a single day and agreed on the provisional agenda as set out in 13007/15.

18. Préparation de la session du Conseil (Transports, télécommunications et énergie) du 8 octobre 2015

- **Quatrième paquet ferroviaire (volet marché) (première lecture) (*délibération législative*)**
 - a) **Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen, en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire**
 - b) **Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1370/2007 en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer**
 - **Orientation générale (•)**
11998/15 TRANS 287 CODEC 1185

Le Comité a pris note des positions des délégations, a résolu la plupart des questions encore ouvertes et a décidé de transmettre les deux textes au Conseil [avec quelques ajustements mineurs] en l'invitant à adopter une orientation générale sur ces deux textes.

- Lorsqu'il adopte une orientation générale après que le Parlement a adopté sa position en première lecture, le Conseil n'agit pas au sens de l'article 294, paragraphes 4 et 5, du TFUE.

Coreper 2^e partie

II

46. **Conférence de haut niveau sur la route de la Méditerranée orientale et des Balkans occidentaux**
= **Préparation**

La présidence a informé le Comité sur l'état des préparations de la Conférence susmentionnée.

47. **Préparation de la session du Conseil (Affaires économiques et financières) du 6 octobre 2015**
- a) **Échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal**
– **Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal**
= **Accord politique**
12255/15 FISC 113
12256/15 FISC 114

Le Comité a examiné ce dossier en vue d'un accord politique au Conseil ECOFIN du 6 octobre 2015, comme indiqué dans les documents 12525/15 et 12526/15.

- b) **Union des marchés des capitaux**
= **Présentation du plan d'action par la Commission et échange de vues**

Le Comité a pris connaissance du plan d'action en vue du Conseil ECOFIN du 6 octobre 2015.

- c) **Semestre européen 2015 - Enseignements tirés**
= **Échange de vues**
12285/15 ECOFIN 719 UEM 351 SOC 531 EMPL 348 COMPET 419 ENV 580
EDUC 254 RECH 231 ENER 337 JAI 682

Le Comité a pris note de la lettre du président du Comité économique et financier (CEF) adressée à la Présidence en vue du dialogue lors de la prochaine réunion du Conseil ECOFIN.

d) Pacte de stabilité et de croissance

- **Position commune sur la flexibilité dans le Pacte de stabilité et de croissance**
= **État des lieux**

Le Comité a marqué son accord afin que les ministres soient informés par le président du Comité économique et financier (CEF) sur le résultat des débats techniques qui ont eu lieu dans le cadre du CEF.

e) Préparations et suivi des réunions internationales

- **Préparation de la réunion des ministres des finances du G20 du 8 octobre 2015 à Lima**
= **Adoption du projet de termes de références**

Le Comité a pris acte des termes de référence pour la réunion du G20, et a soumis le texte au Conseil pour adoption.

- **Déclaration du Président de l'ECOFIN au Comité monétaire et financier international (IMFC) dans le cadre des réunions annuelles du FMI**
= **Adoption du projet de déclaration**

Le Comité a pris acte de la déclaration au Comité monétaire et financier international (IMFC), et a soumis le texte au Conseil pour adoption.

f) Autres points en rapport avec la session du Conseil

Le Comité a mis au point l'ordre du jour provisoire de la session du Conseil visée en objet et a fait le point sur l'état de préparation des différents points y figurant.

48. Préparation de la session du Conseil (Justice et affaires intérieures) des 8/9 octobre 2015

a) Lutte contre le terrorisme

À titre exceptionnel, en présence des États associés

- **Conclusions du Conseil en vue de renforcer l'utilisation des moyens de lutte contre le trafic d'armes à feu**
= **Adoption**
- **Suivi des actions en cours**
- **Sécurité ferroviaire: information sur les développements récents**
12449/15 COSI 115 ENFOPOL 264 ENFOCUSTOM 96 CYBER 88
CRIMORG 96

Le Comité a confirmé le consensus sur le projet de Conclusions du Conseil sur le renforcement de l'utilisation des moyens de lutte contre le trafic d'armes à feu (doc. 12449/15). Le texte sera soumis au Conseil pour adoption comme faux point B.

Le Comité a pris note des intentions de la présidence pour la discussion au Conseil concernant le suivi des actions en cours dans la lutte contre le terrorisme et la sécurité ferroviaire.

- b) **Proposition de directive du Conseil et du Parlement européen relative à l'utilisation des données des dossiers passagers pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière (première lecture)**
= **Rapport sur l'état des travaux**

Le Comité a pris note des intentions de la présidence relatives au rapport de l'état des travaux qu'elle présentera au Conseil sur ce dossier législatif.

- c) **Lutte contre la criminalité internationale organisée et grave**
– **Suivi de la mise en œuvre des priorités de l'Union européenne**
– **Criminalité transfrontalière liée aux gangs criminels de motards**
= **Information de la Belgique**
12041/15 COSI 107 JAI 662 ENFOPOL 250 CRIMORG 91

Le Comité a pris note des intentions de la présidence pour la discussion au Conseil concernant la lutte contre la criminalité internationale organisée et grave. Europol informera le Conseil en session restreinte des résultats concrets des opérations de police menées dans le cadre du cycle politique. La Belgique proposera de développer une approche européenne contre la criminalité transfrontalière liée aux gangs criminels de motard.

- d) **Stratégie de sécurité intérieure renouvelée pour l'UE (2015-2020)**
= **Rapport sur la mise en œuvre**
10854/15 COSI 94 CATS 74 JAI 559 ENFOPOL 207 ENFOCUSTOM 73
DAPIX 125 SIRIS 48 GENVAL 25 CORDROGUE 58 DROIPEN 80
COPEN 198 FREMP 159

Le Comité a pris note des intentions de la présidence relatives à l'information au Conseil concernant la mise en œuvre de la Stratégie de sécurité intérieure renouvelée pour l'Union européenne.

e) **Questions concernant le comité mixte**

i) **Politique des visas**

- **Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au code des visas de l'Union (code des visas) (refonte) (première lecture)**
= **Informations communiquées par la Présidence**
- **Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil portant création d'un visa d'itinérance et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen ainsi que les règlements (CE) n° 562/2006 et (CE) n° 767/2008 (première lecture)**
= **Informations communiquées par la Présidence**
12382/15 VISA 314 CODEC 1248 COMIX 435

Le Comité a confirmé que le Comité Mixte au niveau ministériel serait invité à procéder sur la base du document 12382/15 lors de la réunion du Conseil Justice et affaires intérieures des 7 et 8 octobre 2015.

ii) **(évent.) Projet de décision du Conseil relative au cadre d'application de la totalité des dispositions de l'acquis de Schengen dans la République de Bulgarie et en Roumanie**

- = **Informations communiquées par la Présidence**
12403/15 SCHEVAL 31 COMIX 437

Le Comité a confirmé que ce point serait retiré de l'ordre du jour du Conseil de Justice et Affaires intérieures des 7 et 8 octobre 2015.

iii) **Le futur de la politique de retour**

- **Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil relative à un plan d'action européen concernant les retours**
- **Recommandation de la Commission établissant un "manuel sur le retour" commun devant être utilisé par les autorités compétentes des États membres lorsqu'elles exécutent des tâches liées aux retours**
= **Informations communiquées par la Présidence**
11846/15 MIGR 41 COMIX 389
11847/15 MIGR 42 COMIX 390
11888/15 MIGR 43 COMIX 392

Le Comité a examiné le projet de conclusions sur la politique de retour de l'Union européenne et un accord a été trouvé sur tous les points encore ouverts. Le Conseil sera invité à adopter formellement ces conclusions lors de sa réunion du 8 octobre 2015.

- iv) **Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données (première lecture)**

= **Informations communiquées par la Présidence**

12266/15 DATAPROTECT 146 JAI 681 DAPIX 156 FREMP 189

COMIX 429 CODEC 1220

Le Comité a confirmé les conclusions tirées par la présidence au terme des discussions au Comité mixte (doc. 12846/15).

- f) **Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant une liste commune de l'UE des pays sûrs aux fins de la directive 2013/32/UE du Parlement et du Conseil relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale, et modifiant la directive 2013/32/UE (première lecture)**

= **Orientation générale**

La présidence informera le Conseil sur les résultats des travaux sur la proposition susmentionnée.

- g) **Proposition de règlement portant création du Parquet européen**

= **Orientation générale partielle**

12174/15 EPPO 36 EUROJUST 165 CATS 85 FIN 618 COPEN 240 GAF 37

Le Comité a discuté la proposition de compromis présentée par la Présidence pour la réunion du Conseil portant respectivement sur les articles 17 à 23, 34, 36 et 37 ainsi que 25 à 27 et 31 de la proposition de Règlement.

A la suite de la discussion, la Présidence a décidé d'introduire un certain nombre d'amendements prenant en compte les positions des différents Etats membres.

- h) **Crise migratoire : aspects de coopération judiciaire et lutte contre la xénophobie**

= **Débat général**

12372/15 JAI 692 CATS 91 ASIM 94 COPEN 248 FREMP 191 JAIEX 71

Le Comité a pris note des intentions et du document de la Présidence, qui ont déjà été discutés au CATS et au groupe de travail FREMP. Des actions sont proposées autour de trois thèmes de coopération judiciaire et trois thèmes de lutte contre la xénophobie, comme énoncé dans le document 12372/15.

Les ministres seront invités à indiquer leur priorités pour qu'ensuite les décisions d'allocation de ressources puissent suivre.

i) Autres points en rapport avec la session du Conseil

Le Comité a pris note des informations fournies par la présidence concernant la préparation du Sommet de La Valette et de la conférence de haut niveau sur la route de la Méditerranée orientale et des Balkans occidentaux.

Le Comité a pris note aussi de la demande de la Commission de faire un rappel concernant le délai de transposition de la Directive sur la protection des victimes.

49. Droits de participation supplémentaires pour l'UE au sein du HCR
12475/15 ASILE 14 COHOM 89

Le Comité a décidé de soumettre le texte du projet de Décision au Conseil pour adoption.

50. Relations avec le Parlement Européen (Octobre I 2015)
12201/15 PE 144 INST 330 POLGEN 138 CODEC 1212

Sur base du document 12201/15, la Présidence a informé le Comité des développements récents relatifs aux relations entre le Conseil et le Parlement européen. La Présidence a notamment attiré l'attention des délégations sur les principaux débats de la session plénière d'octobre I (5 au 8 octobre 2015).

51. Programmation annuelle - Lettre d'intention de la Commission
= **Echange de vues**
11693/15 CODEC 1150 INST 308 POLGEN 130 PE 136

The Committee had an exchange of views on the Commission's Letter of intent focusing on key areas and priority files contained therein. The Presidency will prepare a synthesis of the discussions in view of presenting this to the General Affairs Council.

52. Préparation de la session du Conseil (Affaires générales) du 13 octobre 2015

- a) Préparation du Conseil européen des 15-16 octobre 2015**
 - = Projet d'orientations pour les conclusions**
11136/15 CO EUR-PREP 36

The Commission discussed the draft guidelines for the conclusions focusing in particular on Migration and external aspects. Presidency agreed to revert to the draft conclusions at its meeting on 10 October 2015.

b) Autres points en rapport avec la session du Conseil

Presidency confirmed the withdrawal of the European semester item of the agenda of the General Affairs Council on 13 October 2015.

– Divers

- = Personal Special Envoy for the Peace Process in Colombia**

The Committee was informed, by the EEAS, of the intention of the HR to appoint Mr. Eamon Gilmore as Personal Special Envoy for the Peace Process in Colombia.

- = RU sanctions**

The Commission made its regular presentation on the impacts of EU sanctions in relation with Russia. Trends are in line with previous assessments. A report with figures was circulated during the meeting.

- = EE prisoner released**

EE informed the Committee of the release of its national which has been abducted near the EE-RU borders in September 2014.